



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

COOPÉRATIONS PAYS ÉMERGENTS / CAMEROUN ET CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ CORPORATIVE ET DES INTÉRÊTS DU CAMEROUN

Par Perrin BANZEU, perrinbanzeu@gmail.com

.....

Titulaire d'un Master en Science Politique, option Relations internationales de l'Université de Dschang (Cameroun), Perrin BANZEU est Chercheur et Project Specialist au Centre africain d'Études Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES), un think tank qui se propose de mobiliser, construire et engager une expertise africaine en faveur de la paix et de la prospérité du continent. Il est par ailleurs l'auteur de deux ouvrages scientifiques : Ciments de l'Afrique à la conquête du Cameroun, Paris, Books on Demand, 2017, 104 pages et Coopérations pays émergents Cameroun depuis la fin de la Guerre froide. Les cas du Brésil et de l'Inde, Saarbrücken, Editions Universitaires Européennes, 2015, 348 pages. Ses centres d'intérêts sont les Relations internationales, la Géoéconomie et l'Intelligence économique.

RÉSUMÉ

Structuré autour de l'axe «idéalisme/holisme», cet article montre comment les coopérations entre le Cameroun et les pays émergents, depuis le début des années 2000, concourent à la construction de son identité corporative et de ses intérêts.

PROBLÉMATIQUE

Comment les coopérations entre les pays émergents et le Cameroun construisent-elles l'identité corporative et les intérêts du Cameroun ?

CONTEXTE

L'entrée en jeu des pays émergents dans l'arène diplomatique africaine apporte des éléments nouveaux qui permettent d'élargir les perspectives d'analyses de la coopération Sud/Sud qui ont jusqu'ici été explorées.

De simples spectateurs passifs d'une réalité internationale qui les surpassait, les pays émergents sont devenus des acteurs pensants et agissants, capables de provoquer la recomposition du système de coopération internationale actuel. La coopération Sud/Sud matérialisée dans notre travail par les relations d'échanges entre les pays émergents et le Cameroun, s'inscrit dans cette logique. Mettant en avant un discours dépourvu d'injonctions, de menaces et de sanctions, elle se situe aux antipodes de la coopération franco-camerounaise – ultime instrument de maintien de l'influence française au Cameroun – et des prescriptions du Fonds Monétaire International¹ qui, coproduisent l'«extraversion étatique»² de cet ancien territoire sous tutelle de l'ONU.

1. Les incompréhensions de la politique monétaire de cette institution ont amené des manifestants (en 1979) et l'économiste TCHUNDJANG POUEMI Joseph (en 1985) à le qualifier d'«*instant misery fund*» (Fonds de misère instantanée). Voir, TCHUNDJANG POUEMI Joseph, Monnaie, Servitude et Liberté. La répression monétaire de l'Afrique, Cameroun, Edit. J. A., 1985, pp. 192-199.

2. Le concept d'extraversion étatique en Afrique noire renvoie à la question centrale du déficit d'autonomie stratégique et politique dont souffrent de nombreux pays. Il met en lumière les espaces de souveraineté que les pays africains laissent à leurs partenaires étrangers pour l'élaboration de leurs politiques. Nombre de pays africains, en effet, au mépris de la maxime chère à Georges WASHINGTON (1732-1799) selon laquelle, aucune nation ne doit être crue au-delà de son intérêt, associent leurs partenaires étrangers, et plus particulièrement occidentaux, à la définition des sujets vitaux pour leur indépendance et leur survie tels : la sécurité, les politiques économiques ou la politique étrangère. Toutefois, la dépendance de l'Afrique, loin d'être simplement le résultat d'un complot occidental, est une construction à laquelle l'élite politique africaine est étroitement associée. Afin de compenser leur insuffisante

Car, agissant à l'intérieur d'un réseau préexistant de significations, les pays émergents et le Cameroun, en construisant leurs coopérations, changent les règles et les normes constitutives de l'interaction internationale, au lieu de les reproduire. Leurs actions et interactions leur confèrent des identités³ et reconstruisent leurs rapports avec l'extérieur. Pour les pays émergents, la conquête de l'Afrique, et donc du Cameroun, est une étape obligée de leur ascension mondiale et pour le Cameroun, les interrelations avec ceux-ci, lui permettent de se constituer en tant qu'acteur pouvant s'exprimer de manière autonome dans un monde globalisé.

IDÉES PRINCIPALES

– les coopérations pays émergents / Cameroun remplissent au moins deux fonctions nécessaires : elles construisent l'identité corporative du Cameroun qui est de nature intersubjective dans la mesure où elle est partagée par les acteurs (les pays émergents en l'occurrence) avec qui il interagit.

– De cette identité dépendent un ensemble d'intérêts qui permettent de comprendre ce qui fait courir le Cameroun sur la scène internationale : quête de l'autonomie et recherche du bien-être économique.

– toutefois, la poursuite de ces intérêts risque d'être mal orientée si les autorités dirigeantes camerounaises ne mesurent pas pleinement l'importance de multiplicateur de puissance économique dans le processus d'acquisition de l'autonomie stratégique d'un pays.

MOTS CLÉS

Pays émergents, coopération internationale, coopération Sud/Sud, Cameroun, identité corporative, autonomie, bien-être économique.

légitimité politique sur le plan national, de nombreux responsables politiques africains ont, en contradiction avec la vision stratégique que requiert la gestion d'un pays, volontairement renforcé l'extraversion de leurs États. Voir. FOGUE TEDOM Alain, Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 175-212.

3. Identité de grande puissance pour les pays émergents et identité corporative du Cameroun.

«La Chine soutient les efforts du Cameroun pour un développement autonome et durable».

S.E.M. Xi Jinping, Président de la République Populaire de Chine.

«La Chine partenaire majeur pour le Cameroun, pourrait à terme devenir un partenaire stratégique dans la marche de notre pays vers l'émergence...».

S.E.M. Paul Biya, Président de la République du Cameroun⁴.

INTRODUCTION

Les plateformes de dialogue entre les pays émergents et les pays africains telles que le Sommet Amérique du Sud – Afrique (ASA), le Sommet de Partenariat Turquie-Afrique, le Forum Inde – Afrique et le Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) sont des illustrations du renforcement des relations entre les pays émergents et le continent africain depuis le début du XXI^e siècle. Aussi bien, les expressions comme «partenariat gagnant-gagnant», «diplomatie solidaire et partenariale», «volonté de coopérer en faveur du développement de l'Afrique», «la Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, devant les États-Unis et la France», «l'Europe perd du terrain en Afrique au profit des pays émergents» etc. sont autant d'éléments qui montrent de manière plus ou moins directe que les pays émergents se comportent en Afrique comme des «joueurs de go»⁵ avançant leurs pions de manière stratégique, afin de maîtriser un «espace-enjeu» objet de convoitises et de rivalités.

Au Cameroun, leurs offensives se manifestent par le truchement d'interactions denses – entre les pays émergents et le Cameroun – qui créent une réalité sociale internationale (coopération) permettant de comprendre ce que le Cameroun veut à partir de ce qu'il est. Exprimé autrement, cette réalité sociale internationale est un «existant structurel» qui façonne l'idée que le Cameroun se fait de lui-même, idée qui, est à l'origine de la constitution de ses intérêts nationaux.

Comprendre comment les coopérations entre les pays émergents et le Cameroun construisent l'identité et les intérêts du Cameroun c'est se placer au cœur de la problématique relative aux relations agent/structure, développée par le constructivisme.

Selon Alexander Wendt, les structures, non seulement contraignent les acteurs, mais également construisent ou constituent les identités et les intérêts des agents⁶. Il en est de même des coopérations entre les pays émergents et le Cameroun qui, comme toute structure, non seulement contraignent et affectent les comportements des acteurs (Cameroun, Chine, Inde, Brésil, Turquie etc.), mais aussi et surtout, contribuent à constituer ces derniers, en façonnant leurs identités et leurs intérêts. Cette perception des relations pays émergents – Cameroun comme une structure structurant les États s'inscrit en droite ligne de la notion de la «dualité du structurel» élaborée par Anthony Giddens, en vertu de laquelle «le structurel est toujours à la fois contraignant et habilitant»⁷. Exprimé autrement, ces coopérations, une fois structurées par les agents, s'émancipent par rapport à ceux-ci⁸, devenant ainsi une structure sociale, susceptible de reconstituer les agents que sont les États, c'est-à-dire susceptible non seulement de contraindre leurs comportements, mais aussi et surtout de façonner leurs identités et leurs intérêts.

La présente réflexion a pour orientation temporelle la période qui va du début du 21^{ème} Siècle à nos jours. Elle s'appuie sur un corpus documentaire essentiellement structuré autour de la littérature blanche, formelle ou officielle. À cet effet, les analyses qui suivent reposent sur la lecture de documents émanant d'institutions et d'organismes publics et privés (documents officiels, publications et rapports) ou de particuliers (source académique, presse, etc.).

Ces données nous offrent la possibilité de structurer notre analyse autour de deux sites d'observation. Nous commençons par indiquer le cheminement par lequel la structure issue des interpénétrations entre les pays émergents et le Cameroun construit l'identité corporative du Cameroun. Nous montrons ensuite comment cette identité corporative est à la base des intérêts de cet acteur.

I: La construction de l'identité corporative du Cameroun

Par «identité corporative», Alexander Wendt entend les traits qui font de l'État une entité sociale à part entière, distincte des autres acteurs de la scène

4. Xi Jinping et Paul Biya, cités par la Brochure de présentation des Journées Économiques, Industrielles et Commerciales du Cameroun en Chine (JEICAC) 2018, p. 3.

5. Le «jeu de go» est un jeu de stratégie originaire de Chine. Le principe est simple : sur un damier de 361 intersections, deux joueurs placent à tour de rôle leurs pions noirs et blancs afin de conquérir ou de contrôler le plus possible de territoires.

6. BATTISTELLA Dario, cité par POKAM Hilaire de Prince, Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 183.

7. GIDDENS Anthony, cité par CORCUFF Philippe, Les nouvelles sociologies, Paris, Nathan, 1995, p. 49.

8. Rappelons cependant que dans la perspective constructiviste, les structures ne sont pas réifiées, a-temporelles, invariables, données ex ante une fois pour toute.

internationale: frontières délimitées, monopole de la violence physique légitime, etc.⁹. Le Cameroun construit au cours de ses relations d'échange avec les pays émergents son identité corporative, sous peine d'être phagocyté par les grandes puissances. En effet, placé dans une scène africaine devenue «le théâtre de la bataille annoncée entre les puissances»¹⁰, le Cameroun nourrit de plus en plus la conviction qu'il se doit de continuer d'exister en tant qu'État. Ainsi, lorsqu'il agit et interagit avec le Brésil, l'Inde, la Chine et les autres pays émergents en interaction avec lui, il est guidé par le souci d'assurer sa survie, son autonomie et son bien-être. À ce niveau, le parallèle entre le Cameroun et la France sous l'administration du général De Gaulle est établi. Après la seconde Guerre mondiale, la France était un pays ruiné. Sur le plan économique, financier, militaire et politique, elle était pratiquement sous tutelle américaine. Stratégiquement, elle était dépendante¹¹. Le génie stratégique de De Gaulle a consisté à faire contribuer les États et l'élite politique de l'Afrique noire francophone à sa quête d'autonomie. Face à l'irréversible indépendance de ces États, il a substitué à la domination coloniale la coopération qui a permis à la France de faire de ses anciennes colonies, des marchepieds pour son rayonnement international¹².

En amplifiant leurs relations avec les pays émergents, les autorités dirigeantes camerounaises sont de plus en plus animées par cet enjeu. Pour éclairer l'enchaînement des faits et actes, le «verbe» et les «actions» sont des voies royales à explorer.

A: La construction discursive de l'identité de corps du Cameroun

Les prises de parole diplomatiques des autorités camerounaises lors des rencontres au sommet avec leurs homologues des pays émergents, ne sont pas essentiellement déclaratoires. L'«agir communicationnel»¹³ permet une intercompréhension langagière et une interaction entre le Cameroun et les pays émergents. Comme le démontre Nicholas Onuf, «On doit

9. BATTISTELLA Dario, «L'intérêt national. Une notion, trois discours», dans CHARILLON Frédéric (dir.), Politique étrangère. Nouveaux regards, Paris, PFNSP, 2002, p. 155.

10. POKAM (H D P), Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances, op. cit. p. 375.

11. FOGUE TEDOM (A), op. cit., p. 12.

12. *Ibid.*, p. 13.

13. «L'agir communicationnel», médiatisé par des actes de langage, repose sur l'intercompréhension langagière et constitue l'interaction des participants. Pour plus de détails, lire, HABERMAS Jürgen, Théorie de l'agir communicationnel, Paris, Fayard, 1987.

commencer quelque part. [...] On peut commencer par des faits, des choses comme elles sont, prenant comme donné l'argument comme leur caractère factuel. On peut commencer par des actions. Des actions accomplies, des décisions prises, des mots prononcés – c'est tout ce que les faits sont.»¹⁴. Déduits de ces propos, les faits de langage ne se situent pas en aval, mais en amont de l'action politique.

Le président Paul Biya mobilise le discours diplomatique pour diffuser l'«identité voulue» de l'entité dont-il est le représentant. Cette identité est reliée à une nouvelle définition sociale du Cameroun, fondée sur la représentation que ce dernier a de lui-même. En effet, le discours, loin d'être un reflet des comportements de puissance, constitue une ressource, un input du système international. Il devient alors un moyen d'influence par lequel les acteurs peuvent agir sur leurs comportements respectifs et chercher à les orienter dans un sens favorable. Il est présenté comme un élément de la diplomatie appartenant aux ressources de la puissance au même titre que les moyens militaires et économiques qui cherchent à agir sur les acteurs du système. Il est une variable du calcul diplomatico-stratégique dans le modèle interactionnel¹⁵. Dans cette optique, les mots employés par le chef de l'État ne sont pas neutres. Ils ont une valeur stratégique, ils sont une rampe de lancement sur laquelle se construit une nouvelle identité traduite implicitement, mais sûrement, par la primauté désormais accordée au partenariat gagnant-gagnant mis en exergue par les pays émergents.

C'est particulièrement le cas lorsqu'en visite en Turquie en mars 2013, il affirme: «Plus qu'un symbole, ma visite dans votre pays, qui est également la toute première d'un chef d'État camerounais en Turquie, témoigne de notre engagement mutuel à renforcer nos relations d'amitié et de coopération, dans le cadre d'un partenariat stratégique gagnant-gagnant. [...] Afin de mener à bien son grand dessein national qui est l'adhésion des Camerounais de toutes les couches sociales, à l'intérieur et à l'extérieur, le Cameroun sait pouvoir compter sur l'engagement, à ses côtés, de ses partenaires extérieurs, notamment la Turquie dont la compétence et le savoir-faire sont en phase avec ses besoins. [...] Ce Sommet de Partenariat et de coopération Turquie – Afrique, basé sur le principe d'égalité et de coopération gagnant-gagnant, est la preuve de

14. ONUF Nicholas, cité par VILLAR Constanze, Le discours diplomatique, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 65. Cf. Site internet: http://classiques.uqac.ca/contemporains/villar_constanze/discours_diplomatique/villar_discours_diplo.pdf, consulté le 14/04/2014.

15. JERVIS Robert, cité par VILLAR (C), op. cit., p. 59.

l'intérêt majeur que vous portez au continent africain. C'est pourquoi le Cameroun y participe activement depuis son établissement en 2008»¹⁶.

Par conséquent, se cachent derrière ses prises de parole diplomatiques, un choix raisonné, le choix d'une image de soi, d'un modèle de partenariat, et d'un nouveau positionnement stratégique. Ainsi, lors de la conférence internationale baptisée «Africa 21», qui visait à «faire le point de la situation de notre continent et de jeter un regard prospectif sur ses chances pendant les prochaines décennies»¹⁷, le président Paul Biya affirme: «[...] Un espoir est né avec l'entrée en scène des pays émergents. Timidement d'abord, ils se sont ensuite enhardis et offrent désormais des solutions adaptées à nos besoins et à nos moyens. Bien entendu, l'idée n'est pas de remplacer systématiquement les uns par les autres. Mais, tout simplement de résoudre les problèmes qui nous sont posés au mieux de nos intérêts»¹⁸. C'est donc dire à la suite de Richard Nixon qu'«en relations internationales, la rhétorique fait vraiment une différence»¹⁹.

B: La construction pratique de l'identité de corps du Cameroun

Se greffent à la rhétorique, des actions concrètes et protéiformes. D'abord, les pays émergents sont devenus au cours de ces dernières années, les destinations privilégiées du président Paul Biya. Il a effectué des visites d'État au Brésil (août 2010), en Chine (septembre 2003, novembre 2006, juillet 2011) en Turquie (mars 2013), et, du 22 au 24 mars 2018, il a honoré l'invitation de son homologue chinois le président Xi Jinping en effectuant une sixième visite en terre chinoise.

Au cours de sa visite au Brésil, outre l'inauguration de la nouvelle Chancellerie du Cameroun à Brasilia – la plus grande ambassade à Brasilia est celle du Cameroun²⁰ –, l'organisation des premières rencontres économiques Cameroun-Brazil, plusieurs accords de coopération ont été signés dans le domaine de l'agriculture, de la culture, du tourisme et de l'ac-

tivité rémunérée des conjoints ou des personnes à charge des diplomates. D'autres projets de partenariat ont également été négociés dans les domaines de la culture, de l'aviation, de la santé entre autres. Aussi bien, le Cameroun a ouvert une mission militaire auprès de son ambassade au Brésil²¹, suivie de l'affectation du personnel autour de juin 2012. Le gouvernement camerounais envisage également l'ouverture prochaine des consulats au Brésil²². De même, selon la carte diplomatique du Cameroun, l'Inde est l'un des quatre partenaires avec lesquels le Cameroun entend renforcer sa coopération²³.

Dans la même veine, la coopération interétatique Chine – Cameroun a connu une nouvelle impulsion lors de la dernière visite d'État du président Paul Biya en République populaire de Chine, matérialisée par la signature de cinq nouveaux accords de coopération comportant un don sans contrepartie d'une valeur de 334 milliards de Francs CFA pour l'année 2018 et 84 milliards de Francs CFA pour les trois prochaines années. Ces documents de coopération sont:

- L'accord de coopération économique et technique entre les gouvernements camerounais et chinois;
- Le mémorandum d'accord sur le développement des ressources humaines;
- Le protocole d'accord sur le renforcement de la coopération en matière d'infrastructures, entre le ministère chinois du Commerce et le ministère camerounais de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire;
- L'accord-cadre entre la Commission nationale du Développement et de la Réforme de Chine et le ministère camerounais de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire sur la coopération de capacité de production;
- L'accord sur le prêt concessionnel pour le projet d'alimentation en eau potable dans neuf villes camerounaises, phase 2²⁴.

16. Ces affirmations sont extraites du discours du président de la République à l'occasion du dîner officiel offert en son honneur lors de sa visite officielle en République de Turquie en mars 2013, dans *Cameroon Tribune* du 28/03/2013.

17. Cf. Discours de Paul Biya prononcé à la conférence internationale baptisée «Africa 21», à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance en 2010.

18. Ibid.

19. NIXON Richard, cité par VILLAR (C), op. cit., p. 166.

20. Entretien avec Martial TCHENZETTE, chef de service à la direction des affaires d'Amérique et des Caraïbes au Ministère camerounais des Relations Extérieures, le 27 février 2013.

21. Lire, le décret n°2012/149 du 21 mars 2012 portant Création et organisation des missions militaires et des bureaux militaires dans les postes diplomatiques de la République du Cameroun à l'étranger.

22. Entretien avec Martial TCHENZETTE, op. cit.

23. Voir. *Annuaire Statistique du Cameroun 2011*, Institut National de la Statistique, op. cit., p. 435.

24. La phase 1 du projet avait déjà vu les villes de Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmelima bénéficiaires d'adductions d'eau pour un montant de près de 85 milliards de Francs CFA. Cette fois, un montant de près de 50 milliards de Francs CFA devrait être débloqué par la partie chinoise pour alimenter cinq autres villes (Dschang, Yabassi, Maroua, Garoua et Garoua-Boulai) dans le cadre de la deuxième phase. Voir, *Cameroon Tribune* du 23 mars 2018.

Un autre exemple tout autant illustratif, est le fait que lors du dernier congrès du parti de Paul Biya, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), en septembre 2011, le parti de Nicolas Sarkozy l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), alors président de la République de France, n'a pas été invité comme d'habitude. À sa place, c'est le Parti Communiste Chinois (PCC) qui a été convié et désigné comme le « meilleur parti ami » du Cameroun. Et que dire du fait que les résultats des élections présidentielles de 2011 au Cameroun ont été rendus publics à Pékin, 04 heures avant leur proclamation par la Cour Suprême du Cameroun²⁵.

En outre, un consortium indo-chinois composé de la société indienne Azad Coach et les Chinoises Gac Gonow et Yutong, a signé le 11 juin 2015 à Yaoundé une convention relative à la construction de deux unités de montage de véhicules (camions et berlines) dans les villes de Douala, et de Kribi. Si l'enjeu manifeste d'un tel projet est la réduction du nombre de « congelées » (appellation locale des véhicules d'occasion) du marché camerounais, l'enjeu latent est l'amélioration de la notoriété et de l'image du Cameroun via la construction de ses compétitivités néo-mercantiliste (en faisant du Cameroun un espace de production, de consommation et d'exportation des véhicules made in Cameroon) et attractiviste (en faisant du Cameroun un territoire capable d'attirer et de maintenir en son sein des entreprises).

Par ailleurs, le Cameroun, comme tous les autres pays africains, se tourne de plus en plus vers les pays émergents pour essayer de moduler à la marge la contrainte financière et les conditionnalités du FMI et de la Banque Mondiale. En cela, il emboîte le pas aux puissances occidentales qui, elles-mêmes marginalisent les Institutions Financières Internationales (IFI).

En 2009, Gérard Dussouy attirait déjà notre attention à ce propos en soulignant que : « le vieux système du FMI semble dépassé. À preuve, le fait que dans la tourmente financière actuelle, plusieurs États acculés à la ruine se sont tournés vers d'autres, détenteurs de devises et prêteurs potentiels, plutôt que vers lui. Telle l'Islande qui a trouvé auprès de la Russie les premiers secours²⁶. Les États-Unis eux-mêmes, pilier vacillant du système monétaire mondial, sont tenus de faire

25. PUGALA Jean Paul, *Géostratégie Africaine*, Genève, Institut d'Etudes Géostratégiques, Tome 1 (Politique), 2012, p. 53.

26. Afin d'échapper à la faillite due à la crise financière de 2008, l'Islande s'est tournée vers la Russie pour négocier un prêt d'environ 4 milliards d'euros destiné à soutenir les finances du pays.

appel aux nouvelles puissances financières du Moyen-Orient et d'Asie²⁷»²⁸.

C'est dans cette optique que la Chine est devenue la première pourvoyeuse d'aide publique au Cameroun. En effet, d'après les résultats d'une étude, communiqués à Xinhua²⁹, entre 2009 et 2011, sur un total de 2.070,722 milliards de francs CFA de financements octroyés au Cameroun, l'enveloppe de l'Asie se chiffre à 768,648 milliards, contre 560,081 milliards en provenance de l'Europe. La Chine, première pourvoyeuse culmine à 704,758 milliards. Deuxième au classement, la France se situe à 359,14 milliards de francs d'apports avec une valeur de 17,344 %, suivie de l'Association internationale pour le développement (AID) pour 310, 924 milliards soit une valeur de 15,015 %, de la Banque africaine de développement (BAD) pour 228,19 milliards (11,020 %) et du Fonds monétaire international (FMI) pour 75 milliards (3,622 %)³⁰. Aussi, la plupart des grands projets d'infrastructures actuellement en cours et en vue au Cameroun sont et seront probablement financés par la Chine³¹.

Toutefois, il ne faudrait pas omettre la persistance de l'hypothèse d'un changement de tuteurs, dans une perspective de dépendance continue, qui ferait passer le Cameroun des mains occidentales aux griffes des pays émergents. Les décideurs camerounais ont bien conscience de cette réalité. Car, sous le parapluie de l'élargissement tous azimuts du cercle des contacts de la diplomatie camerounaise, se cache en effet, l'an-

27. La Chine est aujourd'hui le premier créancier étranger du gouvernement américain.

28. DUSSOUY Gérard, *Les théories de la mondialité. Traité de Relations internationales (III)*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 101. Cf. Site internet: http://classiques.uqac.ca/contemporains/dussouy_gerard/theories_reli_inter_tome_3/theories_reli_inter_tome_3.pdf, consulté le 14/04/2014.

29. Xinhua (agence Chine nouvelle), est la plus grande et la plus ancienne des deux agences de presse nationales chinoises.

30. Journal Du Cameroun, «La Chine, première pourvoyeuse d'aide publique au Cameroun», <http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=16961>, consulté le 17/05/2014.

31. A ce titre, on peut citer : le barrage hydroélectrique de Memve'ele (243 milliards), le port en eaux profondes de Kribi (218 milliards), l'autoroute Yaoundé-Douala (241 milliards), le déploiement de la fibre optique par la Cameroon Telecommunications (Camtel) - l'opérateur télécom public du pays -, le projet e-post destiné à interconnecter tous les bureaux de poste du pays (32 milliards), des projets d'adduction d'eau potable dans quatre grandes villes camerounaises (84,7 milliards FCFA), la construction de l'immeuble siège de l'Assemblée nationale, le projet d'électrification de 350 localités par système solaire photovoltaïque, la construction du barrage de Song Dong etc.

nihilation de tout effet de dépendance vis-à-vis d'un seul partenaire. La région de l'Ouest – Cameroun suffit à elle seule pour illustrer notre propos. Alors que l'entreprise brésilienne Andrade Gutierrez a réalisé la construction de la route reliant Dschang à Melong, c'est la société turque Eser Contracting & Industry Co qui est chargée du bitumage de la route Fouban-Manki, tandis que la réalisation du stade omnisport de Bafoussam a été effectuée par la chinoise China Machinery Engineering Corporation (CMEC).

Si Paul Biya veut faire du Cameroun «la chasse gardée de personne»³², la froide réalité des rapports de force l'oblige à replacer ce désir d'autonomie dans un rythme politico-diplomatique plus lent. Il sait désormais que le Cameroun ne peut plus se comporter en sujet passif du jeu international, mais réalise en même temps que ce dernier ne possède pas encore, ni au niveau économique, ni au niveau politico-diplomatique, les moyens de ses ambitions. En effet, les États-Unis ont assassiné le président du Panama, le général Omar Torrijos Herrera parce qu'il avait osé considérer un projet japonais visant à remplacer le canal existant par un nouveau qui eût été plus efficace, ce qui aurait signifié non seulement la rétrocession du canal au Panama, mais aussi l'exclusion de Bechtel du plus lucratif projet d'ingénierie du siècle³³. Un autre exemple nous est fourni par la République française sous De Gaulle. Ce dernier ne voulait pas accepter que les États-Unis et le Royaume-Uni lui dictent sa politique dans le cadre de l'Alliance atlantique. De Gaulle décida donc de soustraire la France à l'autorité supranationale de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), chassa l'OTAN de ses locaux près de Paris, condamna la guerre au Vietnam, refusa que l'Angleterre entre dans la CEE (Communauté Economique Européenne), demanda que les États-Unis paient leur obligations étrangères en or plutôt

32. Dès son accession au pouvoir le 06 novembre 1982, le Président Paul Biya a clairement mis en avant le slogan de la diversification des partenaires diplomatiques du Cameroun. Dès ce moment, il a voulu que le Cameroun dont il a la charge prenne quelque distance vis-à-vis de la France pour s'ouvrir davantage à l'Allemagne, aux États-Unis, à la Grande Bretagne, au Canada, voire à la Belgique. Lors d'une visite d'État en Allemagne en 1986, le président Paul Biya a laissé clairement entendre que «*le Cameroun n'est la chasse gardée de personne*». Voir. FODOUOP Kengne et NDEMBOU Samuel, «Une vie diplomatique atypique», dans FODOUOP Kengne (dir.), *Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 343.

33. Pour plus de détails, lire, PERKINS John, *Les confessions d'un assassin financier. Révélation sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis*, Outremont (Canada), Ariane Editions Inc, 2005, pp. 179-182.

qu'en dollars-papier, glorifia le «Québec libre» et manifesta de maintes façons son désir créatif d'indépendance face aux Anglo-Américains. Le résultat fut une série d'une trentaine d'attentats perpétrés par des extrémistes de droite français – avec la bienveillance discrète des services secrets anglo-américains. Aucun d'eux ne réussit³⁴.

La France n'est pas en reste, car, parmi les causes du coup d'État du 18 février 2010 au Niger, le *Financial Times* met en avant les liens de l'ex-président Mamadou Tandja avec la Chine: «Mamadou Tandja est devenu le premier dirigeant africain dont la chute peut être directement reliée à son rapprochement avec la Chine.»³⁵.

Pour éviter une telle situation, les décideurs politiques camerounais mettent en œuvre une politique de «Zéro problème»³⁶ permettant de minimiser les logiques de confrontation directe avec leurs partenaires occidentaux. Ils désirent augmenter la marge de manœuvre du Cameroun vis-à-vis de ceux-ci, sans toutefois provoquer des frictions avec ces derniers. Dès lors, on comprend pourquoi la construction du deuxième pont sur le Wouri a été attribuée au partenaire traditionnel – la France –, alors que le nouvel entrant – la Chine –, proposait une offre plus bénéfique pour le Cameroun³⁷.

Reste bien sûr que cette identité corporative du Cameroun permet de comprendre ce que cet acteur fait à partir de ce qu'il est.

II: La construction des intérêts du Cameroun

Selon Alexander Wendt, tout État poursuit quatre types d'intérêt national *objectifs*, c'est-à-dire indépendants des perceptions des décideurs³⁸. Il s'agit de la

34. TARPLEY Webster G, *La Terreur Fabriquée, Made in USA*. 11 septembre, le mythe du XXI^e siècle, Paris, Editions Demi-Lune, 2006, p. 99-100.

35. Voir. COLLON Michel et LALIEU Grégoire, *La stratégie du chaos. Impérialisme et islam. Entretiens avec Mohamed Hassan*, Investig'Action – Couleur Livres, 2011, p. 375.

36. La politique de «Zéro problème» avec ses voisins a été mise sur pied par Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie.

37. Le nouveau pont sur le Wouri va être réalisé pour 120 milliards de francs CFA, alors que l'estimation de la compagnie chinoise Gezhouba en terme de coût des travaux tournait autour de 93 Milliards. Voir ONOHIOLO Souley, «2ème Pont sur le Wouri: Bataille d'intérêts entre français et chinois», <http://cameroon-info.net/reactions/@.27417.7.2eme-pont-sur-le-wouri-bataille-d-interets-entre-francais-et-chinois.html>, consulté le 14/04/2014.

38. MCLEOD Alex, «L'approche constructiviste de la politique étrangère», dans CHARILLON Frédéric (dir.),

survie physique, l'autonomie, le bien-être économique et l'auto-estime collective (*collective self-esteem*)³⁹. Les offensives des pays émergents au Cameroun permettent à ce dernier de construire son autonomie (A) et son bien-être économique (B).

A: La structuration de l'autonomie du Cameroun

Définie comme « la capacité pour un État et pour sa société d'exercer le contrôle sur l'allocation des ressources et sur le choix du gouvernement »⁴⁰, l'autonomie implique la capacité de s'administrer librement, la liberté d'action et l'indépendance. Or, le Cameroun n'a pour le moment aucune autonomie stratégique. Il est en situation de dépendance à l'égard de la France et des IFI⁴¹. L'arrivée du Brésil, de l'Inde, de la Chine et d'autres pays émergents au Cameroun représente incontestablement une conjoncture critique, mieux, une « fenêtre d'opportunité »⁴² de nature à influencer le comportement des décideurs camerounais sur la scène internationale. Cette situation permet sans doute à ces derniers de disposer, bien plus que par le passé, d'excellentes cartes à jouer dans l'arène internationale. C'est donc logiquement que le Cameroun s'appuie sur les pays émergents pour déconstruire sa dépendance stratégique à l'égard des puissances et institutions

Politique étrangère. Nouveaux regards, Paris, PFNSP, 2002, p. 75.

39. WENDT Alexander cité par BATTISTELLA (D), « L'intérêt national. Une notion, trois discours », op. cit., p. 156.

40. MCLEOD (A), op. cit. p. 75.

41. L'extraversion étatique dont souffre le Cameroun aujourd'hui est le résultat de deux facteurs qui se conjuguent. D'abord, la volonté de la France de décoloniser sans rien perdre de ses avantages politiques et économiques et l'acceptation des responsables politiques camerounais de servir cette volonté. Cf. DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel et TATSITSA Jacob, Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971), Paris, Editions La Découverte, 2011, pp.379-391, 456-478 et 502-523. Ensuite, la logique économique défendue par le FMI et la Banque Mondiale, qui a mis le Cameroun sous la tutelle de la finance mondiale. Pour plus de détails sur la mise en dépendance pays en développement par le FMI et la Banque Mondiale, lire, MILLET Damien et TOUSSAINT Eric, 50 Questions/ 50 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, Paris, Editions Syllepse, 2002. Dans les deux cas, le résultat est le même : l'amollissement de l'indépendance du Cameroun.

42. Il faut comprendre par « fenêtre d'opportunité » les situations dans lesquelles des normes fixées sont mises en question et s'affaiblissent, de sorte qu'elles sont susceptibles de changement. Voir. WILGA Maciej, « Le constructivisme dans le domaine de l'intégration européenne », p. 74, <http://altitona.hautetfort.com/files/Constructivisme.pdf>, consulté le 14/04/2014.

occidentales. En effet, le processus d'élargissement du cercle de contacts de la diplomatie camerounaise permet au Cameroun d'augmenter sa « force au jeu » (*Spielstärke*) – au sens éliasien du terme⁴³ – en ouvrant le jeu (1) et en produisant un nouvel ordre local (2).

1: L'émergence d'un jeu plus « ouvert » et « concurrentiel »

Pour disjoindre progressivement son action de « l'emprise du patronage intempestif de l'ex-métropole »⁴⁴, le Cameroun profite de la présence des pays émergents en interaction avec lui pour configurer un jeu plus ouvert et concurrentiel. Même si la France conserve des liens privilégiés avec le Cameroun, elle est de plus en plus concurrencée par les acteurs publics et privés des pays émergents. Dans la liste des accords et conventions de financement (prêts), conclus entre le Cameroun et ses différents partenaires étrangers, de 2004 à 2010, l'Inde, la Corée du Sud et la Chine font leur entrée dans la catégorie des bailleurs de fonds du Cameroun⁴⁵. La situation post coloniale de « chasse gardée » s'en trouve profondément transformée.

Cette reconfiguration du paysage de la puissance au Cameroun permet à ce dernier de multiplier ses possibilités de diversifier ses domaines d'investissement, c'est-à-dire de jouer sur plusieurs relations de pouvoir à la fois. Car la multiplicité des engagements d'un acteur constitue pour lui un atout considérable, et cela d'un double point de vue. D'une part, elle lui fournit une protection contre les risques de pertes inhérentes aux relations de pouvoir, dans la mesure où elle lui permet de répartir ses mises et d'éviter ainsi que « tous ses œufs se trouvent dans le même panier ». D'autre part, elle fournit de meilleures possibilités de jeux offensifs. Jouant sur plusieurs relations de pouvoir, un acteur pourra ainsi cumuler les ressources provenant d'autres engagements et les investir massivement dans une relation spécifique pour renforcer sa situation dans celle-ci⁴⁶.

Bien évidemment, cette situation met l'ancienne puissance coloniale sur la défensive. Patrick Lucas, président du comité Afrique du Mouvement des entreprises françaises (MEDEF) International, en visite au

43. La « force au jeu » est un concept relationnel. Il désigne les chances qu'a un joueur de l'emporter sur un autre. Elias Norbert, Qu'est-ce que la sociologie ?, Editions de l'Aube, 1991, p. 86.

44. MOUELLE KOMBI Narcisse, La politique étrangère du Cameroun, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 126.

45. Voir. Annuaire Statistique du Cameroun 2011, op. cit., pp. 427-229.

46. CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, L'acteur et le système Les contraintes de l'action collective, Editions du Seuil, 1977, p. 74.

Cameroun du 04 au 08 juillet 2011, a ainsi résumé la position du patronat français face à la montée en puissance de la Chine dans le secteur du BTP au Cameroun : « Je ne sais pas jusqu'à quand le contribuable français va continuer à accepter cette situation »⁴⁷.

Premier partenaire économique du Cameroun depuis plusieurs années, la France a vu ses positions se réduire au fil des années au profit de l'Empire du Milieu. Depuis 2002, les importations chinoises augmentent en moyenne de 43 % par an alors que les échanges avec l'Europe connaissent une légère régression. Dans une interview accordée en mai 2007, Georges Remi Belinga, responsable des douanes dans le Littoral parle de « la fin du pré-carré français au Cameroun » et l'explique par la volonté des africains de trouver des marchés plus favorables d'acquisition de produits de haute technologie au moindre coût⁴⁸.

Surtout, cette affirmation de Georges Remi Belinga annonce une nouvelle hiérarchisation des partenaires économiques du Cameroun.

2: La fin du partage économique du Cameroun entre puissances occidentales

« Ils ne voulaient pas de nous. Eux, se la coulaient douce. Ils prenaient tous les bénéfices sans rien faire. Imaginer un gâteau, il est là pour tout le monde. Eh ! bien ces entreprises françaises qui étaient là depuis longtemps ne voulaient pas le partager »⁴⁹. « Alors vous le trouvez comment notre stade ? C'est mieux que ce que font les français non ! »⁵⁰. Ces affirmations de deux ingénieurs chinois, chargés respectivement de la pose de la fibre optique au Cameroun et de la réalisation du palais polyvalent des sports de Yaoundé, expriment de manière distincte et précise, la fin de l'exclusivité occidentale dans l'économie camerounaise. Le Cameroun a fortement diversifié ses partenaires économiques en direction du Sud. La société vietnamienne Viettel a obtenu fin 2012 la troisième licence de téléphonie mobile du pays et s'est vue octroyer le droit d'exploiter la technologie 3G avec un bénéfice de deux ans d'exclusivité sur celle-ci. La malaisienne « Petronas » est présente au Cameroun grâce à la mise en service du Pipeline Tchad-Cameroun. Présente au Cameroun depuis le 21 décembre 2012, Turkish Air-

lines a intégré le trio des leaders du transport aérien dans le pays, derrière Air France et Brussels Airlines. L'Inde n'est pas en reste. Dans le « Top 5 » des pays investisseurs par emplois créés au Cameroun, sur la période 2003-2011, New Delhi occupe la quatrième position, derrière les États Unis, le Canada, l'Australie et, devant la France⁵¹.

Mais, c'est surtout la Chine – qui est actuellement le premier partenaire commercial et le premier investisseur au Cameroun dans la réalisation des projets de développement – qui s'impose comme le principal partenaire économique du Cameroun. En 2011, en parts de marché, la Chine se situe en première position au Cameroun⁵². Sur une longue période, entre 1990 et 2011, la progression des parts de marché de la Chine est impressionnante au Cameroun. De 0,8 % en 1990, elle est passée à 3,1 % en 2000, avant d'atteindre 15,0 % en 2011. La France perd elle, 22,2 points sur la même période. Mais c'est surtout à partir de 2000 que le décrochage français s'opère et que la Chine accélère. Sur la période 2000-2011, la France voit ses parts de marché reculer fortement, contrairement à la Chine qui les double, au Cameroun. Entre 2000 et 2011, la France perd 14 points au Cameroun⁵³. Selon le rapport de l'exercice 2016 sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières du Cameroun, en 2015, la Chine est le troisième client bilatéral du Cameroun, en étant la destination de 12,5 % des exportations camerounaises, devançant ainsi le Portugal (7,1 %) et l'Espagne (5,2 %). Au cours de ce même exercice, la Chine (19,4 % des importations), s'arrogue la place de premier fournisseur du Cameroun devant le Nigéria (12,1 %), la France (10,3 %), la Thaïlande (4,0 %) et les États-Unis d'Amérique (3,7 %)⁵⁴.

Cette reconfiguration de la hiérarchie des partenaires économiques du Cameroun ne fait que commencer. Car, la progression de l'Inde au Cameroun suit les mêmes couloirs et trajectoires que celle de la Chine. Cinquième partenaire bilatéral du Cameroun en 2014, l'Inde passe au deuxième rang en 2015 der-

47. LUCAS Patrick, cité par le quotidien Mutations du 09/07/2010.

48. Lire, GWETH Guy, « La stratégie de puissance chinoise en Afrique vue du Cameroun », disponible sur : www.diplogeostrategies.blogspot.com, consulté le 05 janvier 2013.

49. Voir le documentaire de BENTURA Stéphane, « Français contre chinois : main basse sur l'Afrique », Tony Comiti Productions, novembre 2010.

50. Ibid.

51. Voir. Baromètre Ernst & Young, Attractivité de l'Afrique 2012. Un pont entre les rives, p. 52.

52. Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France, Rapport au Ministre de l'Économie et des Finances, rédigé par VEDRINE Hubert, ZINSOU Lionel, THIAM Tidjane, SEVERINO Jean-Michel, EL KAROUÏ Hakim, décembre 2013, p. 46.

53. Pour les chiffres, voir. Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France, Ibid., p. 53.

54. Pour plus de détails, voir le Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la nation, exercice 2016, Novembre 2016.

rière la Chine et voit ses échanges commerciaux avec le Cameroun se développer considérablement au cours de cette même année : +50 % pour les exportations et +18 % pour les importations.

Dans la même veine, l'augmentation nette de la demande des matières premières de la part des géants asiatiques a entraîné une réorientation des échanges du Cameroun en direction de la Chine et de l'Inde. En effet, l'appétit croissant de ces deux pays émergents a modifié à la hausse le cours mondial des produits exportés par l'Afrique⁵⁵ et amélioré leurs termes de l'échange⁵⁶. De ce fait, la part de l'Inde en tant que destination des exportations camerounaises a considérablement augmenté. Elle absorbe en 2015 15,6 % des exportations camerounaises et devient le deuxième client bilatéral du Cameroun au cours de la même année.

Aussi bien, le Cameroun se comporte davantage comme un État en quête de bien-être économique.

B: La recherche du bien-être économique

Dans ses relations avec les pays émergents, Yaoundé poursuit deux enjeux économiques: la recherche des investissements (1) et l'acquisition du savoir-faire technologique (2)

1 : La recherche des investissements

Au cours de ses visites à l'étranger, le président Paul Biya déploie une diplomatie économique en direction des opérateurs économiques. L'enjeu étant d'attirer plus d'investissements, en présentant les opportunités à saisir au Cameroun. Son discours prononcé à la clôture du Forum Cameroun – Turquie, d'Istanbul, le 27 mars 2013, illustre de manière convaincante cette affirma-

55. Pour plus de détails sur l'influence des géants asiatiques sur le cours des matières premières, lire, GOLDSTEIN Andrea, PINAUD Nicolas, REISEN Helmut et CHEN Xiaobao, L'essor de la Chine et de l'Inde. Quels enjeux pour l'Afrique? Paris, OCDE, 2006, pp. 15-47.

56. En dépit de l'accalmie des années 2016 et 2017, les tendances récentes des marchés ont eu une incidence globalement positive sur les prix et amélioré leurs termes de l'échange. La Banque mondiale prévoit la poursuite de la hausse des prix des matières premières en 2018, après les fortes baisses de 2016 et 2017 qui ont sévèrement frappé les économies des pays de l'Afrique Centrale. Voir le Communiqué de presse N° : 2018/044/DEC de la Banque mondiale intitulé : « La Banque mondiale prévoit la poursuite de la hausse des prix des matières premières en 2018 », <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/10/26/commodity-prices-likely-to-rise-further-in-2018-world-bank>, consulté le 15 /04/ 2018. Lire aussi pour plus de détails sur l'influence de La Chine et de L'Inde sur les termes de l'échange, GOLDSTEIN (A) et al, op. cit., pp. 35-45.

tion. Il nous semble pertinent pour notre analyse dans la mesure où, il est une illustration de la campagne de séduction menée par le représentant du Cameroun à l'endroit des pays émergents. Après avoir présenté les atouts et priorités économiques du Cameroun, il a fait l'étalage des mesures prises pour inciter, sécuriser et faire prospérer les affaires dans son pays. Ainsi, a-t-il successivement affirmé : « Je voudrais aussi souligner l'accent qui est mis sur la gouvernance, en particulier dans la sphère économique. Elle exige de notre part l'assainissement du climat des affaires, à travers la lutte contre la corruption ainsi que la suppression des goulots d'étranglement et des contraintes qui freinent la bonne marche des affaires au Cameroun ». « [...] Nous mettons tout en œuvre pour que tous ceux qui veulent nous accompagner trouvent des incitations à l'investissement et à l'exportation ». « [...] Les opérateurs intéressés trouveront dans notre Programme de Compétitivité des Filières de Croissance, les incitations qu'ils souhaitent pour investir dans le développement du tourisme balnéaire, des safaris photos, du tourisme culturel, des randonnées en montagne, de l'écotourisme et du tourisme d'affaires »⁵⁷.

Dans la même logique, les autorités dirigeantes camerounaises ont pris l'habitude de se faire accompagner par de nombreux chefs d'entreprises, lors des visites officielles qu'elles effectuent à l'étranger, afin d'initier et d'entretenir le « *people to people contact* » entre les entrepreneurs camerounais et leurs homologues des pays étrangers. Dans cette perspective, les présidents de la CCIMA et du Gicam⁵⁸ et de nombreux hommes d'affaires, faisaient partie intégrante de la délégation conduite par le premier ministre Philémon Yang, lors de son séjour de mars 2013 à New Delhi. Ce fut également le cas lors des visites du président Paul Biya en Turquie en mars 2013 et en Chine en mars 2018.

Il faut dire que les autorités dirigeantes camerounaises n'agissent pas seules. Elles sont épaulées par le secteur privé qui a mis sur pied des initiatives pour

57. Ces affirmations sont extraites du discours du président de la République à la clôture du Forum Cameroun-Turquie à Istanbul, le 27 mars 2013, dans Cameroon Tribune du 28/03/2013.

58. La Chambre de Commerce, d'Industrie des Mines et de l'Artisanat du Cameroun (CCIMA) est un organisme consultatif et représentatif des milieux d'affaires dans les domaines du commerce, de l'industrie, des mines et de l'artisanat. Elle a été créée en 1921 et son siège est à Douala, capitale économique du Cameroun. Le Groupement Inter-Patronal du Cameroun (GICAM) est une organisation représentative du secteur privé au Cameroun. Il fédère des groupements professionnels et des entreprises individuelles.

renforcer les interpénétrations et les partenariats d'affaires dans divers secteurs d'activités entre les milieux économiques camerounais et ceux des pays émergents.

En effet, en prélude à la coupe du monde de football 2014, qui s'est tenue au Brésil, Jean Marie Aboganena, promoteur du cabinet Jama Conseil⁵⁹ et Roger Milla ont mis sur pied le programme «Rostos dos Camaroes no Brasil» (en français: «les Visages du Cameroun au Brésil»), abrégé «Roca Brasil». Interrogé sur les enjeux d'un tel programme, Jean Marie Aboganena affirme: «C'est une initiative hautement économique et culturelle. Elle invite tous les acteurs sociaux camerounais à sauvegarder leurs acquis, à conquérir de nouveaux espaces et à décrocher des financements. Et pour cela, nous avons jeté notre dévolu sur le Brésil. Vous savez que le pays de Dilma Rousseff, est un exemple de réussite économique en Amérique Latine. Il affiche des résultats extraordinaires dans tous les domaines. Le Brésil est une grande nation. C'est la sixième puissance économique du monde. C'est un océan de potentialités qui ne sont plus à présenter. Je suis convaincu que les Camerounais ont intérêt à aller à la conquête de ce pays. Sa réputation repose sur l'innovation technologique. Les atouts du Brésil parlent d'eux-mêmes. Premier producteur mondial de café, de canne à sucre, d'oranges. Deuxième producteur mondial de papaye, de banane, de graines de soja, de manioc, de tabac, de viande de bœuf. Troisième producteur mondial d'ananas, de raisin, de maïs, de mandarine, de viande de poulet. La Fédération des Industries et Entreprises de Sao Paulo (FIESP), notre partenaire à l'événement, est la première organisation patronale du Brésil. Elle regroupe 132 entités patronales actives dans différents secteurs. On peut citer l'agro-alimentaire, le textile, la métallurgie, le BTP etc. La FIESP rassemble près de 140 000 entreprises. Cette fédération assure 60 % des exportations. Roca Brasil est une occasion en or, que les opérateurs économiques camerounais doivent saisir»⁶⁰.

C'est également le cas des Journées Economiques, Industrielles et Commerciales du Cameroun en Chine (JEICAC)⁶¹ qui ont entre autres pour objectifs de :

59. Cabinet de conseil en communication, Relations publiques, Publicité, Marketing et Lobbying basé au Cameroun, Jama Conseil réalise de nombreux projets à l'échelle nationale et internationale.

60. ABOGANENA Jean Marie, cité par EMBOM Lucien, «Cameroun - Brésil 2014: Jean Marie Aboganena et Roger Milla organisent Roca Brasil», <http://www.cameroon-info.net/stories/0,59034,@.cameroun-bresil-2014-jean-marie-aboganena-et-roger-milla-organisent-roca-brasil.html>, consulté le 14/04/2014.

61. Selon le comité d'organisation, la prochaine édition des

– Rapprocher les secteurs privés chinois et camerounais ;

– Permettre aux entreprises camerounaises de visiter, s'informer et apprécier le savoir-faire chinois ;

– Présenter aux consommateurs chinois, les produits Made in Cameroon ;

– Accélérer l'industrialisation du Cameroun à travers l'apport chinois ;

– Négocier et conclure des joints venture et le transfert des technologies ;

– Faciliter les échanges entre les PME chinoises et camerounaises ;

– Négocier et conclure l'acquisition des équipements et unités de production diverses dans la production et la transformation des produits locaux.

Cette recherche des capitaux pour son développement est amplifiée par la volonté d'acquérir le savoir-faire technologique.

2: L'acquisition du know how technologique

Les rencontres au sommet entre les représentants des États du Cameroun et des pays émergents ne sont pas seulement politiques, elles sont des occasions d'immersion du président Paul Biya dans l'environnement technologique des pays émergents, afin de découvrir et comprendre l'irrésistible ascension de ces nouvelles puissances du savoir.

Ainsi, aux deuxième et troisième jours de sa dernière visite en Chine (mars 2018), le Chef de l'État du Cameroun a visité un certain nombre d'institutions à Beijing :

– Le Réseau international de recherche sur le bambou et le rotin (Inbar) qui œuvre pour le développement durable en mettant à profit les nombreuses potentialités du bambou pour préserver les forêts tropicales et ralentir le déclin rapide des ressources génétiques forestières ;

– Huawei Technologies, entreprise qui fournit des matériels, des logiciels et des prestations de services pour les réseaux de télécommunications des opérateurs et les réseaux informatiques des entreprises. Au cours de la réunion qu'il a eu avec Peng Song, directeur Afrique du Nord de Huawei, il a affirmé: «Ma visite chez vous montre notre désir cordial de continuer la coopération entre mon pays et votre société. Je souhaite en avance le succès de notre coopération»⁶² ;

– StarTimes, construite sur plus de 32 000 m² dans la zone économique de Beijing, cette entreprise spécialisée dans les Technologies de l'Information et de

Journées Economiques, Industrielles et Commerciales du Cameroun en Chine (JEICAC) aura lieu en avril 2018.

62. Voir Cameroon Tribune du 26 mars 2018

la Communication (TIC) propose des services dans le domaine de la télévision numérique terrestre (TNT) et de la télévision par satellite. Il y a découvert les technologies innovantes qu'elle offre pour les marchés africains telles que les smart TV (télévision intelligente);

– La Commercial Aircraft Corporation of China Ltd (Comac), entreprise de construction aéronautique qui a l'ambition de tutoyer les deux géants mondiaux Boeing et Airbus. Ses trois avions (l'AJ 21, le CR 929 et le C 919) ont été présentés par He Dong Feng, le président du conseil d'administration de la Comac, au président camerounais, qui a pu toucher du doigt la puissance du facteur «K» (pour *Knowledge*, la connaissance).

Ce dernier a en réalité conscience du fait que les pays émergents occuperont dans un futur proche, une place de choix dans la course mondiale aux nouvelles technologies. Selon une étude effectuée en 2006 par la RAND Corporation ⁶³ et reprise par Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski, l'Inde et la Chine devraient d'ici 2020 appartenir au groupe de pays considérés comme scientifiquement compétents, c'est-à-dire capables de maîtriser douze des seize applications technologiques parmi les cinquante-neuf les plus avancées, qui devraient connaître des percées significatives à l'horizon 2020. Le Brésil quant à lui, serait capable de posséder neuf des seize technologies. Le Cameroun, l'Égypte, le Kenya et le Tchad auraient tout juste les capacités scientifiques et techniques de maîtriser cinq technologies.

Le diagnostic fourni par le tableau ci-après est sans appel: les pays avancés n'auraient plus le monopole que de quatre technologies, dans le domaine des systèmes d'information ubiquitaires, des tissus intelligents, des capteurs ultrasensibles et des ordinateurs ultraportables. En se branchant sur la Chine, le Brésil et l'Inde, le Cameroun pourrait bénéficier de leurs capacités technologiques pour amorcer son décollage économique en important d'abord les technologies modernes, et, en les mettant ensuite au service de son économie. Cette hypothèse gagne en crédibilité dès lors que l'on sait que Pékin, Brasilia et New Delhi font du transfert de technologie un des éléments clés de leur coopération avec Yaoundé.

63. Lire, SILBERGLITT Richard, ANTÓN Philip S, HOWELL David R, WONG Anny et al, *The Global Technology Revolution 2020, In-Depth Analyses. Bio/Nano/Materials/Information Trends, Drivers, Barriers, and Social Implications*, Pittsburgh, the RAND Corporation, 2006.

Tableau 1: Carte mondiale des capacités technologiques dans seize applications cruciales.

Niveau de capacité	Applications technologiques
Bas	Énergie solaire de base
Pays peu développés (Égypte, Kenya, Cameroun, Tchad)	Réseaux ruraux de communication
	Cultures OGM
	Filtres et catalystes
	Habitat bon marché
Moyen	Essais biologiques simplifiés
Pays émergents (Brésil, Mexique, Afrique du Sud...)	Industries vertes
	Véhicules hybrides
	Technologies RFID de signalisation
Haut	Médicaments ciblés
Pays industrialisés Europe et grands pays émergents (Chine, Inde)	Méthodes de diagnostic et chirurgicales élevées
	Cryptographie quantique
Très élevé	Systèmes d'information ubiquitaires
Pays avancés (États-Unis, Japon, Europe avancée)	Tissus intelligents
	Capteurs ultrasensibles
	Ordinateurs ultraportables

Source: BOILLOT Jean-Joseph et DEMBINSKI Stanislas, *Chin-diafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*, Paris, Odile Jacob, 2013, p. 181.

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion, il s'en dégage que les relations d'échanges entre les pays émergents et le Cameroun contribuent à constituer ce dernier en façonnant son identité et ses intérêts. Elles permettent au Cameroun de construire son identité corporative. Cette identité nous a permis de comprendre ce que cet État fait à partir de ce qu'il est. C'est ainsi que le Cameroun, s'est engagé dans un processus de construction de son autonomie stratégique vis-à-vis des États et institutions occidentales et de recherche de son bien-être économique via des partenariats «gagnant-gagnant».

Cependant, si le Cameroun semble moins «passif» que par le passé, ses leaders n'ont pas encore pleinement compris que la bataille la plus décisive dans le processus d'appropriation et de conservation de l'autonomie stratégique d'un pays est économique⁶⁴. Ils ne mesurent pas encore pleinement l'importance du multiplicateur de production dans la richesse nationale: «Quelle balourdise est la nôtre de supporter cela... de

64. Cf. Discours du chef de l'État à la Nation à l'occasion du nouvel an, le 31 décembre 2013, dans *Cameroon Tribune* du 02/01/2014. Dans ce discours, Paul Biya fustige le manque de cohérence dans l'action de l'État, la sous-consommation des crédits, la lenteur dans la prise de décisions et bien d'autres goulots d'étranglement qui hypothèquent l'atteinte des objectifs de croissance du Cameroun.

permettre à nos matières premières de quitter le pays, de devenir une occasion de travail pour les étrangers à qui nous les rachetons ensuite»⁶⁵, affirmait John Hales en 1581.

Comme le constate Babissakana⁶⁶ : « A l'heure actuelle, malgré les discours du président de la République sur l'ambition d'une grande politique industrielle, l'État du Cameroun n'a pas, à proprement parler, de politique d'industrialisation pertinente, cohérente et prévisible dans ses dimensions stratégique et prospective»⁶⁷. Une réflexion approfondie visant à la refondation de la politique d'industrialisation a abouti à la promulgation de la loi n°2002/004 du 19 avril 2002 portant Charte des investissements en République du Cameroun, modifiée par la loi n°2004/20 du 22 juillet 2004 et par l'ordonnance n°2009/001 du 13 mai 2009. Pourtant, plus de dix ans après sa publication officielle, celle-ci n'est pas encore appliquée dans son esprit et sa lettre. En conséquence, le Cameroun affiche des résultats médiocres en termes d'industrialisation. La majorité de ses produits d'exportation est constituée des matières premières en bonne place desquelles figure le pétrole qui, en 2017 occupait à lui tout seul plus de 50 % des parts dans les produits d'exportation de l'État. En effet, sur des exportations globales d'environ 6 511 761 millions de tonnes, les exportations de pétrole brut ont représenté 3 488 072 millions de tonnes au cours de l'année écoulée⁶⁸.

Une telle économie favorise selon le schéma de la «maladie hollandaise»⁶⁹ la rente, au détriment

65. HALES John, cité par REINERT Erik S., Comment les pays riches sont devenus riches et pourquoi les pays pauvres restent pauvres, Paris, Editions du Rocher, 2012, p. 209.

66. Expert financier, BABISSAKANA est le fondateur et CEO du cabinet Prescriptor. Une firme d'intelligence ou de conseil à vocation panafricaine spécialisée dans la résolution des problèmes les plus significatifs liés à la préparation et à la réalisation des projets aussi bien d'investissements nouveaux (Projets Greenfield) que d'accroissement, de mutation et/ou de transformation des capacités productives existantes (Projets Brownfield) des entreprises et des États.

67. BABISSAKANA, interviewé par AEUD. INFO, « Babissakana: Pas d'industrialisation sans un État industriel », http://aeud.fr/IMG/article_PDF/article_a3315.pdf, consulté le 14/04/2014.

68. Pour les chiffres, voir, la « Note de conjoncture du commerce extérieur du Cameroun au cours de l'année 2017 » publiée par l'institut National de la Statistique du Cameroun.

69. La « maladie hollandaise » (Dutch Disease) évoque une véritable malédiction des matières premières. Diagnostiqué par Corden et Neary (1982), ce mal a frappé les Pays-Bas (d'où son nom) après la mise en exploitation des gisements de gaz de la mer du Nord dans les années 1950. Soumis à une entrée massive de capitaux, par exemple par la valorisa-

d'autres branches plus créatrices d'emplois et de revenus. Or, les ressources naturelles du Cameroun n'existeront pas ad vitam æternam. Les signes d'essoufflement pétrolier sont déjà perceptibles.⁷⁰ Le défi de l'industrialisation reste dès lors gigantesque pour le Cameroun, surtout qu'aucune vision d'alternative aux ressources naturelles n'est encore envisagée et encore moins ébauchée.

Dès lors, la nécessité de repenser, de réinventer et de réorienter le développement du Cameroun s'impose, au risque pour celui-ci de se « retrouver définitivement hors jeu et, pire encore, hors sujet »⁷¹. Exprimé autrement, le Cameroun doit trouver une démarche autonome lui permettant de penser le monde et sa place dans le monde. A ce niveau, les pays émergents lui offrent un « boulevard d'opportunités »⁷² qu'il ne doit pas manquer de capitaliser. Cette capitalisation exige du Cameroun, une claire inscription à l'école des pays émergents.

BIBLIOGRAPHIE

1) Annuaire Statistique du Cameroun 2011, Institut National de la Statistique.

2) Baromètre Ernst & Young, Attractivité de l'Afrique 2012. Un pont entre les rives.

3) BATTISTELLA Dario, « L'intérêt national. Une notion, trois discours », dans CHARILLON Frédéric (dir.), Politique étrangère. Nouveaux regards, Paris, PFNSP, 2002, pp. 139-166.

4) COLLON Michel et LALIEU Grégoire, La stratégie du chaos. Impérialisme et islam. Entretiens avec Mohamed Hassan, Investig'Action – Couleur Livres, 2011.

5) CORCUFF Philippe, Les nouvelles sociologies, Paris, Nathan, 1995.

tion d'une ressource naturelle recherchée, le pays concerné entre dans une phase de désindustrialisation liée à la surévaluation de sa monnaie. Cf. POISSONNIER Hugues et HUISSOUD Jean-Marc, « Vers de nouvelles stratégies de rente : pourquoi le pétrole ne suffit pas... », dans Enjeux, n°36, juillet 2008, p. 20.

70. L'épuisement progressif des gisements exploités, amorcé en 1986, en passant de 09 millions de tonnes à 06 millions de tonnes en 1993 pour se stabiliser à 05 millions en 2003, confirme ce tarissement. Voir. KOUNOU Michel, Pétrole et pauvreté au Sud du Sahara. Analyse des fondements de l'économie politique du pétrole dans le golfe de Guinée, Yaoundé, Editions CLE, 2006, p. 48.

71. PONDJ Jean-Emmanuel, Conclusion, dans PONDJ Jean-Emmanuel (dir.), Repenser le développement à partir de l'Afrique, Yaoundé, Afrédit, 2011, p. 571.

72. L'expression est de PONDJ (J-E), Ibid., p. 572.

- 6) CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système Les contraintes de l'action collective*, Editions du Seuil, 1977.
- 7) DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel et TATSITSA Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, Paris, Editions La Découverte, 2011.
- 8) DUSSOUY Gérard, *Les théories de la mondialité. Traité de Relations internationales (III)*, Paris, L'Harmattan, 2009, site internet: http://classiques.uqac.ca/contemporains/dussouy_gerard/theories_rel_inter_tome_3/theories_rel_inter_tome_3.pdf, consulté le 14/04/2014.
- 9) ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie?*, Editions de l'Aube, 1991.
- 10) FODOUOP Kengne et NDEMBOU Samuel, «Une vie diplomatique atypique», dans FODOUOP Kengne (dir.), *Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 333-353.
- 11) FOGUE TEDOM Alain, *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- 12) GOLDSTEIN Andrea, PINAUD Nicolas, REISEN Helmut et CHEN Xiaobao, *L'essor de la Chine et de l'Inde. Quels enjeux pour l'Afrique?* Paris, OCDE, 2006.
- 13) GWETH Guy, «La stratégie de puissance chinoise en Afrique vue du Cameroun», disponible sur: www.diplogeostrategies.blogspot.com, consulté le 05 janvier 2013.
- 14) HABERMAS Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987.
- 15) KOUNOU Michel, *Pétrole et pauvreté au Sud du Sahara. Analyse des fondements de l'économie politique du pétrole dans le golfe de Guinée*, Yaoundé, Editions CLE, 2006.
- 16) MCLEOD Alex, «L'approche constructiviste de la politique étrangère», dans CHARILLON Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, PFNSP, 2002, pp. 65-89.
- 17) MILLET Damien et TOUSSAINT Eric, *50 Questions/ 50 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Paris, Editions Syllepse, 2002.
- 18) MOUELLE KOMBI Narcisse, *La politique étrangère du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- 19) PERKINS John, *Les confessions d'un assassin financier. Révélation sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis*, Outremont (Canada), Ariane Editions Inc, 2005.
- 20) POISSONNIER Hugues et HUISSOUD Jean-Marc, «Vers de nouvelles stratégies de rente : pourquoi le pétrole ne suffit pas...», dans *Enjeux*, n°36, juillet 2008, pp. 20-25.
- 21) POKAM Hilaire de Prince, *Le multilatéralisme franco-africain à l'épreuve des puissances*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- 22) PONDI Jean-Emmanuel, «Conclusion», dans PONDI Jean-Emmanuel (dir.), *Repenser le développement à partir de l'Afrique*, Yaoundé, Afrédit, 2011, pp. 571-573.
- 23) POUGALA Jean Paul, *Géostratégie Africaine*, Genève, Institut d'Etudes Géostratégiques, Tome 1 (Politique), 2012.
- 24) *Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la nation*, exercice 2016, Novembre 2016.
- 25) REINERT Erik S., *Comment les pays riches sont devenus riches et pourquoi les pays pauvres restent pauvres*, Paris, Editions du Rocher, 2012.
- 26) SILBERGLITT Richard, ANTÓN Philip S, HOWELL David R, WONG Anny et al, *The Global Technology Revolution 2020, In-Depth Analyses. Bio/Nano/Materials/Information Trends, Drivers, Barriers, and Social Implications*, Pittsburgh, the RAND Corporation, 2006.
- 27) TARPLEY Webster G, *La Terreur Fabriquée, Made in USA. 11 septembre, le mythe du XXIe siècle*, Paris, Editions Demi-Lune, 2006.
- 28) TCHUNDJANG POUEMI Joseph, *Monnaie, Servitude et Liberté. La répression monétaire de l'Afrique*, Cameroun, Edit. J. A, 1985.
- 29) *Un partenariat pour l'avenir: 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France*, Rapport au Ministre de l'Économie et des Finances, rédigé par VEDRINE Hubert, ZINSOU Lionel, THIAM Tidjane, SEVERINO Jean-Michel, EL KAROUI Hakim, décembre 2013.
- 30) VILLAR Constanze, *Le discours diplomatique*, Paris, L'Harmattan, 2008, site internet: http://classiques.uqac.ca/contemporains/villar_constanze/discours_diplomatique/villar_discours_diplo.pdf, consulté le 14/04/2014.
- 31) WILGA Maciej, «Le constructivisme dans le domaine de l'intégration européenne», disponible sur: <http://altitona.hautetfort.com/files/Constructivisme.pdf>, consulté le 14/04/2014.